

Suite de la page 7

principe, la période 2010-2014. Faut-il revenir aux critiques récurrentes adressées à ces plans de relance ? Planification aléatoire purement sectorielle, sans connexion recoupée avec les objectifs de développement national. Capacités de réalisation réduites et mise en œuvre manquant de transparence, ouvrant la voie à la petite et à la grande corruption. Presque systématiquement, les programmes de réalisation sont confiés à des entreprises étrangères, notamment chinoises, à l'exclusion des instruments de réalisation nationaux qui pourraient être renforcés en la circonstance. Ne nous hasardons pas dans les méandres de la gestion de nos réserves financières, soulignons simplement l'explosion des dépenses de fonctionnement pour faire face aux augmentations de salaires décidées par les pouvoirs publics ; une explosion inconsi-



Sonatrach et de celui de l'autoroute Est-Ouest. Des instructions auraient été données pour que les enquêtes et les procédures judiciaires s'arrêtent devant les portes des bureaux des ministres concernés. Les ministres, premiers concernés, s'en sortent indemnes, alors que les procédures auraient dû les conduire en prison. Tant que ce



plus de contestation.

Le bilan du président Abdelaziz Bouteflika par rapport à l'institution militaire vous paraît positif ?

Avec des réserves. Faut-il s'accommoder de l'émergence de pôles de pouvoir concurrents au sein de l'institution militaire ? Cela peut favoriser le contrôle du pouvoir par Abdelaziz Bouteflika, pas le développement harmonieux du potentiel militaire, proprement dit. Faut-il aussi prolonger indéfiniment le niveau actuel des dépenses d'équipement militaire au risque d'affecter les ressources du pays ? Faut-il se résigner à l'opacité qui entoure la doctrine de défense du pays au point de ne pouvoir distinguer entre l'ami et l'ennemi ? Le chantier des réformes militaires est loin d'être clos.

Où en sont les rapports du président Abdelaziz Bouteflika avec les services de renseignement ?

Le président Bouteflika, déjà méfiant par instinct vis-à-vis de l'institution militaire, l'est encore plus par rapport aux services de renseignement. Pourquoi n'a-t-il pas agi, semblablement, pour «le corps de bataille» et pour les services de renseignement ? Premièrement, c'est son état de santé qui l'a, vraisemblablement, conduit à réviser l'ordre de priorités dans sa démarche. La réorganisation des services de renseignement, en période de menace pressante sur le régime, ne peut plus constituer une urgence. Deuxièmement, le président Bouteflika, qui ne dispose pas de véritables relais politiques pour s'adresser à la population ni d'appareils de substitution efficaces pour suppléer au DRS, a dû estimer préférable de conserver en l'état les services de renseignement afin de s'en servir comme une arme de dissuasion. Troisièmement, le président Abdelaziz Bouteflika pourrait avoir considéré que le DRS, confronté à des difficultés d'évolution et d'adaptation dans un environnement de plus en plus hostile, finirait, mécaniquement, par décliner dans sa puissance pour perdre, définitivement, de son influence. N'oublions pas, également, que le président Abdelaziz Bouteflika s'est assuré d'un certain répit en découplant état-major de l'ANP et services de renseignement. Désormais, l'état-major est aveugle face à la société politique. Le DRS, sans le socle de l'état-major sur lequel il a pour habitude de s'appuyer, est probablement affaibli.

Abdelaziz Bouteflika qui manque cruellement de temps pour bâtir un nouveau parti ne dispose pas, non plus, de vrais leaders politiques capables de le seconder.

L'Algérie dispose-t-elle d'une diplomatie qui soit à la hauteur de ses ambitions ?

La diplomatie algérienne est en déphasage total vis-à-vis de la réalité du système de relations internationales. Ce déphasage peut être illustré à trois niveaux successifs. La doctrine, le mode de fonctionnement et l'architecture logistique et organisationnelle. Pour ce qui est de la doctrine, la diplomatie qui en est encore à la période de la guerre froide n'a pas assimilé les transformations profondes qui ont affecté la scène internationale. Au niveau opérationnel, l'appareil diplomatique ne dispose pas d'instruments adaptés pour effectuer les activités d'anticipation stratégique qui constituent la clef de voûte de toute démarche diplomatique efficace et pérenne. Sur le plan logistique et organisationnel, le ministère des Affaires étrangères n'a jamais subi une véritable réforme de structures. Ses prolongements à



Photos Samir Sid

l'extérieur, ambassades et consulats notamment, sont exactement à l'image du schéma mis en place au lendemain de l'indépendance. Depuis l'arrivée du président Abdelaziz Bouteflika à la tête de l'Etat, le processus de prise de décision est quasiment grippé.

Le ministre des Affaires étrangères, simple fondé de pouvoir, ne dispose d'aucune autonomie et est obligé d'en référer en permanence au président de la République que l'on sait, par ailleurs, indisponible. Le ministre des Affaires étrangères n'a absolument aucune prérogative pour provoquer la concertation formalisée avec les autres départements ministériels concernés par les questions relevant de la sécurité nationale.

Ce constat explique les échecs subis par l'Algérie durant les récents événements dans le monde arabe et au Sahel ?

Incontestablement, ces échecs illustrent le manque d'anticipation stratégique de la diplomatie algérienne ainsi que son absence de réactivité opérationnelle.

Depuis quelques années, l'impression se dégage que l'Algérie tourne le dos à l'Afrique...

Elle tourne le dos à l'Afrique et au monde arabe, deux espaces qui constituent pour elle une vraie profondeur stratégique. Pour ce qui est de l'Afrique, le bilan se résume à la politique du Nepad. Nous savons, désormais, que cette politique a servi essentiellement de prétexte pour permettre au chef de l'Etat algérien d'assister aux sommets du G8. Pour ce qui est du monde arabe, l'Algérie qui était à la pointe de la cause palestinienne, sans définir une démarche alternative, s'est délié de tout appui diplomatique d'intérêt à la cause palestinienne.

C'est une diplomatie qui ne survit, en somme, que grâce au dossier sahraoui ?

Il faut rendre grâce à ceux – militaires et diplomates – qui ont défendu, avec passion, cette cause jusqu'à créer une dynamique sur laquelle il n'est plus possible de revenir. L'activisme diplomatique de l'Algérie, sous les présidents Houari Boumediène et Chadli Bendjedid au profit de la cause sahraouie, a cédé place à une passivité qui prélude d'une résignation. Une précision s'impose, toutefois, à propos de ce constat

Le problème consiste à savoir si les islamistes accepteront de participer à la vie politique selon les règles établies par la Constitution ou, consensuellement, sur la base d'un pacte politique.

dérée, sans contrepartie productive. Au demeurant, l'économie nationale, convenez-en, continue de dépendre, quasi-exclusivement, de l'exportation à l'état brut de ses ressources énergétiques.

Permettez-moi cependant de revenir à la lecture politique de ce tableau économique. Ce qui frappe l'examen de ce bilan c'est bien l'opacité – pour ne pas dire l'arbitraire – du choix de développement économique et les types d'investissements engagés. Selon la volonté personnelle du président de la République, en fonction des choix fixés par des objectifs conjoncturels et des pressions diverses, voire antagoniques, la politique économique du pays peut tanguer d'un instant à l'autre sans que l'expertise nationale ne soit mise à contribution et, encore moins, que ne soit associé le peuple algérien dans toute sa diversité, au débat qui devrait prévaloir à la prise de décision stratégique. Les richesses naturelles du pays sont exploitées comme s'il s'agissait d'une exploitation privée. Dramatique pour un pays qui aspire au statut de puissance régionale. De toute évidence, la transition démocratique passera en Algérie par un audit préalable des comptes de la nation. Ce sera le solde de tous comptes avec la période détestable qui aura précédé.

Fréquemment, vous avez évoqué la possibilité d'une explosion sociale. Pour l'heure, votre prédiction tarde à se vérifier...

La profusion de liquidités financières en Algérie continue de faire illusion sur l'état réel de la société. Actuellement, la distribution de la rente pétrolière, sous une forme inconsidérée, donne l'illusion d'une stabilité sociale assurée. Mais les sociologues, qui font l'étude cumulée des manifestations et soulèvements qui se déroulent chaque jour de manière localisée sur l'étendue du territoire algérien, parlent d'un état d'exaspération social latent au sein de toute la société. En Algérie, la faiblesse du mouvement associatif, en général, et syndical, en particulier, fait que ce potentiel d'explosion sociale n'est pas canalisé. Il est clair, néanmoins, que ces mouvements clairsemés vont, tôt ou tard, s'agréger. Il faut s'attendre alors à ce que des leaders syndicaux émergent de cette agitation sociale avec un état d'esprit bien plus radical.

Le phénomène de la corruption a pris une ampleur démesurée. Des lois ont été promulguées et des institutions spécialisées ont été créées. Comment expliquez-vous leur inefficacité ?

La volonté politique de prendre à bras-le-corps le phénomène de la grande corruption est absente. Comment voulez-vous que le régime puisse s'attaquer à cette question stratégique pour la pérennité des institutions de l'Etat alors que l'entourage présidentiel est impliqué dans ces affaires de grande corruption. Prenez le cas du scandale de

seront les seconds couteaux qui paieront, il ne sert à rien de mettre en place des mécanismes de lutte contre la corruption. Le fondement de la lutte contre la corruption c'est la volonté politique portée par un consensus national. Ce phénomène de grande corruption sera traité seulement lorsque l'Algérie sera véritablement en phase de transition démocratique.

Dans son discours de Sétif, le président Abdelaziz Bouteflika a longuement évoqué la responsabilité de «sa génération». Est-ce son état de santé qui le pousse à envisager sa retraite politique ou est-ce, plutôt, un message subliminal adressé à la haute hiérarchie militaire ?

Vous ne m'entraînez pas sur le terrain de l'état de santé du président de la République. Musulman convaincu, je respecte l'intimité de mes semblables. La question que vous voulez introduire ne vaut que par les effets qui en résultent sur la qualité de la gouvernance publique. Quoiqu'il en soit, c'est en fonction du rapport de forces concret sur le terrain, en particulier le poids de la pression interne comme celui de la pression externe, que Abdelaziz Bouteflika se décidera sur son choix de se maintenir ou pas à la tête de l'Etat en 2014.

Les microcosmes politiques fantasment beaucoup sur la nature des relations que le président de la République entretient avec les services de renseignement et l'armée. Le chef de l'Etat dispose de tous les moyens constitutionnels pour relever tout chef militaire actuellement en poste. Il ne le fait pas pour de multiples considérations. D'autant que, souvent, le maintien en poste de ces responsables le sert plus qu'il ne le dessert. Le discours de Sétif a valeur de simple effet d'annonce.

Mais s'il envisage de quitter le pouvoir en 2014, procédera-t-il à des changements au sein de la hiérarchie militaire avant son départ ?

Le corps de bataille ne constitue pas une menace pour Abdelaziz Bouteflika. Ce qui, à propos des services de renseignement, pourrait intéresser le président de la République, c'est le message subliminal qu'il veut laisser pour l'histoire, à savoir qu'il aura été le chef de l'Etat qui aura mis au pas toutes les institutions et appareils, DRS inclus. Vous insistez, le président Abdelaziz Bouteflika s'est affranchi de la tutelle de la hiérarchie militaire... Sur le plan formel, comme sur le plan pratique, le président Bouteflika s'est affranchi de cette tutelle. La démission de l'ancien chef d'état-major de l'ANP, le général Mohamed Lamari, a constitué un véritable tournant dans les rapports de M. Bouteflika avec l'institution militaire. Le général Mohamed Lamari, avec son tempérament exultant, était le seul officier général capable de s'opposer, frontalement, au chef de l'Etat. L'autorité du président de la République sur la hiérarchie militaire ne souffre